

CITIZEN

LETTRE OUVERTE

Monsieur le Ministre Schmit...

Chachipe

L'association de protection des droits des Roms Chachipe interpelle le ministre de l'immigration Nicolas Schmit dans une lettre ouverte que nous publions.

Nous avons pris connaissance de votre compte-rendu sur les demandeurs d'asile au Luxembourg, devant la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, daté du 20 octobre 2011.

Selon le procès-verbal de la réunion, vous avez affirmé que l'accroissement du nombre de demandes d'asile des ressortissants des pays des Balkans occidentaux qui ont bénéficié de la levée de l'obligation de visa dans les pays de l'espace Schengen serait dû au fait « que les personnes socialement plus fragiles sont quasiment incitées par des personnes peu scrupuleuses à la recherche de profit facile de profiter de cette situation et à émigrer. » Vous avez déclaré ensuite qu'il fallait « admettre que le problème provient des pays d'origine où le commerce lié aux demandeurs d'asile est très lucratif. » Finalement, vous avez évoqué le « développement d'un commerce qui joue avec la détresse des personnes les plus faibles. »

Or, ces affirmations vont à l'encontre de ce qu'a déclaré la Commission européenne ainsi que l'Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, Frontex. En effet, dans le document intitulé « Risk Analysis Western Balkans 2011 », Frontex explique que de récentes enquêtes effectuées auprès des agences de voyage serbes n'ont révélé aucune irrégularité ni aucune activité criminelle. L'agence indique également que ni les Etats membres de l'Union, ni les autorités serbes n'ont pu trouver aucune preuve leur permettant de conclure que les demandes d'asiles étaient organisées illégalement et à grande échelle. En outre, les demandeurs d'asile interrogés à leur retour en Serbie ont déclaré qu'ils étaient partis sur recommandation de voisins ou de membres de leur famille installés à l'étranger.

Ces déclarations ont été reprises par la Commission européenne dans son rapport de suivi relatif à la libéralisation du régime des visas pour



FOTO: FLICKR/DOMIKETU

les pays dits des Balkans occidentaux. Enumérant les mesures entreprises par les autorités serbes afin de réduire le nombre de demandeurs d'asile, la Commission écrit : « The authorities investigated the possible involvement of travel agencies and individuals in organized departures of Serbian citizens to EU countries; an organized crime link has not been proven, however. » Le chef de l'unité Relations extérieures et élargissement de la Commission européenne, M. Luigi Soreca, nous a répondu dans le même sens. En réponse à notre courrier, il affirme qu'il n'y a aucune indication permettant de conclure à l'existence d'un lien entre « l'accroissement du nombre des demandes d'asile déposées par les citoyens des pays des Balkans exemptés de visa et des activités criminelles ou des réseaux organisés. »

(...)

Or, ces contrôles n'ont pas apporté la moindre preuve concernant le

caractère prétendument organisé des demandes d'asile. Le Commissaire aux Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, M. Thomas Hammarberg, a récemment affirmé dans un commentaire que si les pressions de l'UE ont été justifiées « en référence à la nécessité de combattre les réseaux organisés de passeurs d'immigrés ces pratiques ne semblent pas dans ce cas précis être le modèle le plus fréquent (car) nombre de personnes qui ont quitté leur pays et demandé l'asile dans l'UE l'ont fait de leur propre initiative et en raison d'une situation réelle d'insécurité physique et/ou économique. Elles ont voulu fuir des injustices et/ou la pauvreté et une misère abjecte. »

Il a ajouté : « S'il y a eu un accroissement du nombre de demandeurs d'asile en provenance des pays des Balkans, c'est que la libéralisation du régime des visas a effectivement permis le départ de personnes qui n'avaient pas les moyens de

payer les passeurs. En effet, ceux-ci exigeaient des sommes variant entre 1000 et 1500 euros par personne, ce qui est hors de prix pour la plupart des Roms qui parviennent à peine à se nourrir. Aujourd'hui, il suffit de prendre un des bus qui circulent régulièrement entre les pays des Balkans et les pays de l'Union européenne. Cependant, cette tendance est actuellement sur le point de se renverser : sous l'impact des pressions exercées par l'Union européenne et certains de ses Etats membres, dont le Luxembourg, les Etats des Balkans occidentaux ont renforcé leur dispositif de contrôle aux frontières et empêchent le départ de leurs citoyens, principalement des Roms. De ce fait, la corruption reprend aux postes frontières et les réseaux de passeurs vont pouvoir se réorganiser. Parallèlement, les pressions de l'Union européenne, dont les représentants n'hésitent pas à faire entendre à leurs gouvernements que les Roms ne sont pas les bienvenus dans l'Union, contribuent à renforcer la stigmatisation des Roms et d'autres minorités en situation d'extrême précarité, tels que les Albanais du Sud de la Serbie et de l'Ouest de la Macédoine et les Bosniaques, qui sont qualifiés de « faux demandeurs d'asile ». Ainsi, le vice-premier ministre et ministre de l'intérieur serbe, M. Ivica Dacić, a déjà exhorté les Roms à ne pas demander l'asile à l'étranger en affirmant qu'ils nuiraient aux intérêts étatiques et nationaux (sic !) de la Serbie.

(...)

Voilà pourquoi nous faisons appel à vous pour mettre fin, instantment, aux pressions que vous exercez, au nom du gouvernement luxembourgeois, sur la Serbie et la Macédoine, pour qu'ils empêchent ces miséreux de quitter leurs pays. Nous vous demandons de vous engager pour les droits des Roms dans ces pays et de faire respecter leurs droits au Luxembourg. A ce titre, nous vous rappelons que nous avons sollicité votre intervention pour mettre fin à la crise humanitaire à laquelle sont confrontés les réfugiés roms du Kosovo en Macédoine. Malheureusement, vous ne nous avez pas répondu. Est-ce qu'il faut en conclure que la situation des Roms ne vous interpelle pas particulièrement tant qu'ils ne viennent pas demander l'asile au Luxembourg? Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération.

Vous pouvez lire la lettre dans son intégralité en vous rendant sur le site <http://romarights.files.wordpress.com>